

Questionnaire Fit & Proper

Nouvelle nomination

LSI et autres institutions

Champ d'application

- *Établissements de crédit belges qui ne relèvent pas de la surveillance prudentielle directe de la Banque centrale européenne (BCE)*
- *Sociétés de bourse belges*
- *Compagnies financières (mixtes¹) belges qui ne relèvent pas de la surveillance prudentielle directe de la BCE*
- *Établissements de paiement et de monnaie électronique belges*
- *Banques dépositaires et organismes de support belges*
- *Succursales des établissements susvisés dans l'EEE et en dehors*
- *Dépositaires centraux de titres (DCT) et contreparties centrales (CCP) belges*

Références juridiques

- Pour les établissements de crédit LSI, les succursales d'établissements de crédit hors EEE, les sociétés de bourse et les compagnies financières (mixtes) : Articles 3 30° et 83°, 11, 19, 20, 21, 27-31, 60, 61, 62, 62/1, 72, 86, 168, 212, 333, 335, 494, 501, 502, 504-507, 524, 525, 535, 544 et 573-576 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse (ci-après : la loi bancaire) ;
- Pour les établissements de paiement et de monnaie électronique : Articles 10, 20, 21, 34, 37, 59, 144, 167, 175, 176, 179, 181, 186 et 228 de la loi du 11 mars 2018 relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique ;
- Pour les banques dépositaires et les organismes de support : Articles 9, 10, 10bis, 12, 15, 17, 21 et 36 de l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation ;
- Pour les DCT : Articles 26 et 27 du règlement (UE) n° 909/2014 sur les DCT ; et

¹ Les compagnies financières mixtes sont considérées comme étant à dominante bancaire.

- Pour les CCP : Articles 26 et 27 du règlement (UE) n° 648/2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux.

Questionnaire sur l'expertise et l'honorabilité

Les informations communiquées dans le présent questionnaire permettront à la Banque nationale de Belgique (ci-après « la BNB ») de réaliser une évaluation prudentielle d'aptitude du (de la) candidat(e).

Avant de compléter le présent questionnaire, il convient de consulter les documents suivants :

- La circulaire NBB_2018_25, qui instaure le manuel de la BNB pour l'évaluation de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle ;
- La circulaire NBB_2021_27, qui transpose les orientations EBA/GL/2021/06 en matière d'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés.

Il revient conjointement au (à la) candidat(e) et à l'entité soumise à la surveillance prudentielle de fournir à la BNB des informations complètes et exactes en ce qui concerne la nomination proposée. Des informations imprécises ou incomplètes retardent l'évaluation et peuvent rendre une décision positive impossible. Par ailleurs, tant le (la) candidat(e) que l'entité soumise à la surveillance prudentielle sont tenus de fournir à la BNB tout élément d'information dont elle pourrait avoir besoin pour procéder à son évaluation. Toute constatation que des informations incomplètes ou inexactes ont été communiquées intentionnellement se traduira par une évaluation d'aptitude négative du (de la) candidat(e). Par conséquent, en cas de doute sur la pertinence ou l'importance d'une information, il convient d'envoyer cette dernière ou de prendre contact avec la BNB par les voies habituelles. Veuillez toutefois ne pas soumettre ou communiquer des données à caractère personnel autres que celles demandées dans le questionnaire, en particulier s'agissant des « catégories particulières de données à caractère personnel » (conformément à l'article 9 du règlement (UE) 2016/679). Ces données ne sont pas nécessaires aux fins de l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience².

Veillez noter également que conformément à l'article 351 de la loi bancaire, toute information ou action pénale du chef d'infraction à la loi bancaire ou à l'une des législations visées à l'article 20 de la loi bancaire doit être portée à la connaissance de la BNB par l'autorité judiciaire.

² Par exemple : origine raciale ou ethnique, opinions politiques, convictions religieuses ou philosophiques, appartenance syndicale, données concernant la santé ou données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique.

Déclaration du (de la) candidat(e)

La présente déclaration porte sur une demande ou une notification relative à la nomination de *zone de texte nom prénom* à la fonction de *zone de texte fonction* conformément au droit belge. Elle sera examinée par la BNB.

Je soussigné(e) :

- confirme que, à ma connaissance, les informations fournies dans le présent questionnaire et dans ses annexes sont exactes et complètes ;
- confirme que j'informerai immédiatement le/la/l'[nom de l'entité soumise à la surveillance prudentielle] en cas de modification importante³ des informations fournies ;
- autorise la BNB à procéder à toutes les enquêtes et recherches d'informations complémentaires qu'elle jugerait nécessaires, en vertu du droit national et européen, afin de recueillir et de vérifier les informations considérées comme importantes pour la conduite de l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience ;
- confirme que je suis conscient(e) des responsabilités qui me sont conférées par les législations européenne et nationale et par les normes internationales, dont la réglementation, les codes de conduite, les notes d'orientation, les lignes directrices et autres règles ou directives émises par la BNB et par l'Autorité bancaire européenne (ABE) ou l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), qui sont importantes pour la fonction pour laquelle une évaluation positive est sollicitée, et confirme également mon intention de toujours m'y conformer ;
- déclare que je suis conscient(e) que mes données à caractère personnel seront traitées et conservées conformément aux réglementations européennes relatives à la protection des données en vigueur et à la déclaration de confidentialité de la BNB ;
- déclare que je suis conscient(e) que fournir des informations erronées ou incomplètes pourrait être un motif de refus ou de révocation de la nomination ayant trait à l'honorabilité, aux connaissances, aux compétences et à l'expérience, sans préjudice de la possible imposition de sanctions juridiques et/ou administratives.

Nom :

Signature :

Date :

³ Une modification importante désigne toute modification de nature à affecter l'aptitude du (de la) candidat(e).

Déclaration de l'entité soumise à la surveillance prudentielle

La présente déclaration porte sur une demande ou une notification relative à la nomination de *zone de texte nom prénom* à la fonction de *zone de texte fonction* conformément au droit belge. Elle sera examinée par la BNB.

Je soussigné(e) :

- confirme que, à ma connaissance, les informations fournies dans le présent questionnaire et dans ses annexes sont exactes et complètes ;
- confirme que l'entité soumise à la surveillance prudentielle informera immédiatement la BNB en cas de modification importante des informations fournies ;
- confirme que l'entité soumise à la surveillance prudentielle a requis l'ensemble des informations les plus récentes nécessaires pour évaluer l'aptitude du (de la) candidat(e) et qu'elle a dûment pris en compte ces informations en vue de déterminer l'honorabilité, les connaissances, les compétences et l'expérience de celui(celle)-ci ;
- confirme que la description de la fonction pour laquelle une évaluation positive est demandée correspond exactement aux aspects des activités de l'entité soumise à la surveillance prudentielle dont le (la) candidat(e) aura la responsabilité ;
- confirme que l'entité soumise à la surveillance prudentielle estime, sur la base d'une enquête diligente et raisonnable et des informations fournies par le (la) candidat(e) et en fonction des critères d'honorabilité, de connaissances, de compétences et d'expérience tels que définis dans le droit national et européen, les normes internationales, notamment les règlements, les codes de conduite, les notes d'orientation, les lignes directrices et autres règles ou directives émises par la BNB, l'Autorité bancaire européenne (ABE) ou l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), que le (la) candidat(e) dispose de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires pour occuper la fonction telle qu'elle est décrite dans le présent questionnaire ;
- confirme que l'entité soumise à la surveillance prudentielle a informé le (la) candidat(e) des responsabilités juridiques et réglementaires associées à la fonction telle qu'elle est décrite dans le présent questionnaire ;
- confirme que les documents fournis en annexe sont des copies des documents initialement soumis par l'entité soumise à la surveillance prudentielle ou par le (la) candidat(e) et conservés dans les archives de l'entité ;
- confirme que je suis autorisé(e) à émettre cette notification/demande, à fournir les déclarations remises par l'entité soumise à la surveillance prudentielle et à signer le présent questionnaire au nom de cette dernière ;
- déclare avoir pris connaissance du fait que mes données à caractère personnel seront traitées et conservées conformément aux réglementations européennes

relatives à la protection des données en vigueur et à la déclaration de confidentialité de la BNB.

Nom de l'entité soumise à la surveillance prudentielle :

Nom(s) du/de la/des signataire(s) :

Fonction(s) au sein de l'entité soumise à la supervision prudentielle :

Signature(s) :

Date :

1

Identité de l'entité soumise à la surveillance prudentielle et du (de la) candidat(e)

IMPORTANT : dans la section 1, « vous » renvoie au (à la) « candidat(e) »

Informations sur l'entité soumise à la surveillance prudentielle

Nom de l'entité soumise à la surveillance prudentielle	Texte libre
Code d'identification de l'entité juridique	Texte libre
Code national de l'entreprise	Texte libre
Pour autant que l'entité soumise à la surveillance prudentielle soit un établissement de crédit ou une société de bourse, l'entité soumise à la surveillance prudentielle est-elle un établissement d'importance significative au sens de l'article 3, 30°, ou de l'article 486, 2°, de la loi bancaire ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Sans objet
Personne de contact au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle (nom/adresse électronique/numéro de téléphone)	Texte libre Texte libre Texte libre

Informations relatives au (à la) candidat(e)

A

Nom

Genre	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/> Autre
Nom de famille	Texte libre
Prénom	Texte libre
Autre(s) prénom(s)	Texte libre
Avez-vous déjà porté ou utilisé d'autres noms ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes, en indiquant tous les noms que vous avez utilisés (par exemple : nom de naissance, autres noms d'état civil, noms d'emprunt).	
Genre	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/> Autre
Nom de famille	Texte libre
Prénom	Texte libre
Autre(s) prénom(s)	Texte libre
Date du changement de nom	(YYYY-MM)

B**Domicile actuel (résidence si autre que le domicile)**

Adresse	Texte libre
Code postal	Texte libre
Ville	Texte libre
Pays	Texte libre
Date d'arrivée à cette adresse	(YYYY-MM)
Avez-vous vécu dans un pays autre que votre pays de résidence actuel au cours des cinq dernières années ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez préciser quel(s) pays et la/les période(s) de résidence.	Texte libre

C**Autres informations concernant le (la) candidat(e)**

Date de naissance	(YYYY-MM-DD)
Lieu de naissance	Texte libre
Pays de naissance	Texte libre
Nationalité(s)	Texte libre
Numéro du document d'identité ou du passeport en cours de validité	Texte libre
Pays de délivrance	Texte libre
Date d'expiration	(YYYY-MM-DD)
Numéro de téléphone, indicatif du pays compris (privé et professionnel si déjà disponible)	Texte libre
Adresse électronique (privée et professionnelle si déjà disponible)	Texte libre

D

Évaluations prudentielles précédentes

Avez-vous déjà fait l'objet d'évaluations prudentielles dans le secteur financier (y compris d'évaluations pour des fonctions occupées à l'étranger ⁴) ?		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes sur les évaluations prudentielles auxquelles le (la) candidat(e) a été soumis(e) dans le domaine de la finance au cours des cinq dernières années, menées par une autorité prudentielle du secteur financier.		
Autorité compétente concernée	Établissement concerné	Fonction concernée
Texte libre	Texte libre	Texte libre
Date d'entrée en fonction	Date de fin des fonctions	Date de la décision (si pas applicable, date de la demande d'évaluation)
(YYYY-MM)	(YYYY-MM)	(YYYY-MM-DD)
Si une évaluation antérieure a abouti à une décision négative, à une révocation ou à une évaluation positive assortie de conditions, de recommandations ou d'obligations, veuillez fournir une explication. Si vous avez retiré votre candidature avant l'achèvement de l'évaluation, veuillez également en expliquer les raisons.		
Texte libre		
Avez-vous été agréé(e) par la FSMA en tant que responsable de la fonction de compliance ou une telle procédure est-elle en cours ?		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Sans objet
Si « Oui », veuillez fournir ci-dessous des informations sur l'agrément obtenu ou sur la procédure d'agrément en cours.		

2

Fonction couverte par le questionnaire

Informations sur la fonction couverte par le questionnaire

Nom de la fonction (qui sera) occupée	
Texte libre	
Indiquez si le (la) candidat(e) sera titulaire d'une fonction exécutive, non exécutive, d'une fonction de contrôle indépendante ou d'un poste de direction de succursale	<input type="checkbox"/> Fonction exécutive <input type="checkbox"/> Fonction non exécutive <input type="checkbox"/> Responsable d'une fonction de contrôle indépendante <input type="checkbox"/> Dirigeant de succursale
Sélectionnez l'intitulé exact de la/des fonction(s)	<input type="checkbox"/> administrateur exécutif <input type="checkbox"/> administrateur non exécutif <input type="checkbox"/> président de l'organe légal d'administration <input type="checkbox"/> vice-président/président-adjoint de l'organe légal d'administration <input type="checkbox"/> président du comité d'audit

⁴ L'expression « à l'étranger » couvre tout territoire qui se trouve en dehors de la Belgique.

	<input type="checkbox"/> membre du comité d'audit <input type="checkbox"/> président du comité de rémunération <input type="checkbox"/> membre du comité de rémunération <input type="checkbox"/> président du comité des risques <input type="checkbox"/> membre du comité des risques <input type="checkbox"/> président du comité de nomination <input type="checkbox"/> membre du comité de nomination <input type="checkbox"/> président du comité de direction <input type="checkbox"/> vice-président/président-adjoint du comité de direction <input type="checkbox"/> membre du comité de direction <input type="checkbox"/> dirigeant effectif d'un établissement sans comité de direction <input type="checkbox"/> dirigeant effectif d'une succursale <input type="checkbox"/> responsable de la fonction de compliance <input type="checkbox"/> responsable de la fonction d'audit interne <input type="checkbox"/> responsable de la fonction de gestion des risques <input type="checkbox"/> membre du comité de direction désigné haut dirigeant responsable de la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme <input type="checkbox"/> responsable de la mise en œuvre du dispositif anti-blanchiment (AMLCO) <input type="checkbox"/> autres :
--	---

Veillez fournir une description détaillée des missions, des responsabilités et des liens hiérarchiques associés à la fonction. Veuillez indiquer quelles autres fonctions le (la) candidat(e) exercera éventuellement au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle.

Texte libre

Veuillez préciser si le (la) candidat(e) peut être formellement qualifié(e) de membre indépendant ⁵ de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Sans objet
Veuillez spécifier la nature du contrat liant le (la) candidat(e) à l'entité soumise à la surveillance prudentielle	<input type="checkbox"/> Contrat d'indépendant <input type="checkbox"/> Contrat de salarié <input type="checkbox"/> Autre

Détails supplémentaires en ce qui concerne la date d'entrée en fonction (prévue) et la durée d'exercice des fonctions⁶

Date (prévue) de la prise de décision officielle sur la nomination par l'organe de gouvernance compétent de l'entité soumise à la surveillance prudentielle	(YYYY-MM-DD)
Date (prévue) d'entrée en fonction	(YYYY-MM-DD) ou texte libre
Date (prévue) de fin de la fonction	(YYYY-MM) Si le mois exact n'est pas connu, veuillez indiquer un mois indicatif dans l'espace de texte libre ci-dessous, y compris en vous fondant sur un événement spécifique dont la date n'a pas encore été fixée (par exemple l'approbation des états financiers pour l'exercice YYYY) : Texte libre
Le (la) candidat(e) remplace-t-il (elle) une autre personne ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si « Oui », veuillez indiquer le nom de la personne remplacée et les raisons de son remplacement.

Texte libre

⁵ « Indépendant » s'entend ici au sens des articles 3, 83°, et 27 de la loi bancaire.

⁶ Si une date n'est pas arrêtée, veuillez fournir une date indicative.

Expérience

A Formation				
Intitulé officiel du diplôme ou certificat	Niveau d'étude atteint	Domaine d'études	Date d'obtention	Type d'établissement (par exemple : université, centre d'études, etc.)
Texte libre	<input type="checkbox"/> Bachelier <input type="checkbox"/> Master <input type="checkbox"/> Doctorat <input type="checkbox"/> Certificat <input type="checkbox"/> Autre	Texte libre	(YYYY-MM)	Texte libre

B Expérience pratique dans les domaines de la banque et/ou de la finance au cours des dix dernières années			
Intitulé du poste	Responsabilités principales	Rang / niveau hiérarchique du poste	Nom de l'entité. Veuillez préciser la nature des activités et/ou le type d'agrément
Texte libre	Texte libre	<input type="checkbox"/> Poste de très haut niveau <input type="checkbox"/> Poste de haut niveau <input type="checkbox"/> Autre poste de direction <input type="checkbox"/> Autre	Texte libre
Nombre total approximatif de subordonnés placés sous la responsabilité du (de la) candidat(e)	Domaines d'activité	Occupé à partir du	Occupé jusqu'au
Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM)	(YYYY-MM)

C

Expérience pertinente en dehors des secteurs de la banque et/ou de la finance (par exemple : postes universitaires, mandats politiques, autres mandats non commerciaux ou autre expérience spécialisée)

Poste	Responsabilités principales	Rang / niveau hiérarchique du poste	Nom de l'entité. Veuillez préciser la nature des activités et/ou le type d'agrément
Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre
Nombre total approximatif de subordonnés placés sous la responsabilité du (de la) candidat(e)	Domaines d'activité	Occupé à partir du	Occupé jusqu'au
Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM)	(YYYY-MM)

D

Seuils permettant de présumer une expérience suffisante

Le (la) candidat(e) atteint-il (elle) les seuils permettant de présumer une expérience suffisante définis dans le manuel pour l'évaluation de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle de la BNB ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Non », veuillez répertorier ci-dessous tout facteur complémentaire (ou compensatoire).	
Texte libre	

E

Évaluation du niveau d'expérience dans le domaine bancaire ou financier

Expérience générale dans le domaine bancaire, y compris, entre autres, dans les champs définis dans le manuel pour l'évaluation de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle de la BNB	Évaluation par le (la) candidat(e) de son niveau d'expérience (faible, moyen, élevé)	Éléments à l'appui de votre réponse
Marchés bancaires et marchés financiers	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Exigences juridiques et cadre réglementaire	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Planification stratégique, compréhension de la stratégie commerciale ou du plan d'activité d'un établissement de crédit et de sa mise en œuvre	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Gestion des risques (détecter, évaluer, suivre, contrôler et atténuer les principaux types de risques auxquels un établissement financier est exposé)	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Comptabilité et audit	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Gestion de personnes	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Gouvernance et contrôle interne	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Interprétation des informations financières, identification des principaux problèmes sur la base de ces informations et contrôles et mesures appropriés	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Technologies de l'information et sécurité	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Connaissances et expérience en matière de risques liés au climat et à l'environnement	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre

F**Formation pertinente au cours des cinq dernières années**

Le (la) candidat(e) a-t-il (elle) suivi une formation pertinente au cours des cinq dernières années ?		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez fournir des détails concernant la formation suivie.		
Contenu de la formation	Durée (en heures)	Année d'achèvement
Texte libre	Texte libre	(YYYY)

G**Formation avant l'entrée en fonction ou dans l'année suivant l'entrée en fonction**

Le (la) candidat(e) suivra-t-il (elle) une formation avant son entrée en fonction ou dans l'année suivant son entrée en fonction ⁷ ?		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Si « Oui », veuillez fournir des détails concernant la formation suivie.			
Contenu de la formation	Formation dispensée par (veuillez indiquer si la formation a été assurée en interne ou par un prestataire externe et préciser les noms des organismes de formation externes, le cas échéant)	Durée (en heures)	Si la formation doit se tenir plus de six mois après l'octroi de l'autorisation, veuillez préciser les dates de début et de fin
Texte libre	Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM) - (YYYY-MM)

⁷ La réponse à cette question sera considérée comme la confirmation par l'entité soumise à la surveillance prudentielle que le programme de formation aura lieu comme indiqué.

Réputation

IMPORTANT : dans la section 4, « vous » s'entend comme « le (la) candidat(e) personnellement » et inclut également toute personne morale, tout partenariat ou toute entité sans personnalité juridique avec lequel ou laquelle le (la) candidat(e) est ou a été associé(e) en tant que membre du conseil d'administration, titulaire d'une fonction de contrôle indépendante, cadre supérieur(e), actionnaire, partenaire, associé(e), ou actionnaire qualifié(e). Seuls les actes répréhensibles qui auraient été commis pendant la période où le (la) candidat(e) était associé(e) à l'entité doivent être déclarés.

Les réponses apportées aux questions ci-dessous doivent inclure les affaires traitées dans des pays appartenant ou n'appartenant pas à l'Union européenne.

A	
Faites-vous ou avez-vous fait l'objet d'une procédure pénale ⁸ ou d'une procédure civile ou administrative ⁹ (y compris toute procédure en cours, menée à terme ou en appel) ? Cette question couvre les enquêtes, les procédures de sanction ou les mesures prises ou imposées par des autorités publiques ou de surveillance ou des organisations professionnelles (par exemple : avertissement, blâme, etc.) compétentes dans toute juridiction.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :	
Type de procédure	<input type="checkbox"/> Pénale <input type="checkbox"/> Administrative <input type="checkbox"/> Civile <input type="checkbox"/> Autre
Si vous avez coché la case « Autre », veuillez préciser le type de procédure.	Texte libre
Stade où en est la procédure	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Menée à terme <input type="checkbox"/> En appel
Veuillez décrire brièvement les charges et la nature des actes répréhensibles présumés (par exemple : faute intentionnelle ou négligence, etc.) et indiquer à quel stade en est la procédure.	
Texte libre	
Veuillez indiquer l'autorité chargée de la procédure et, si possible, la référence du dossier.	
Texte libre	
La procédure vous concerne-t-elle personnellement ou concerne-t-elle une entité à laquelle vous êtes ou avez été associé(e) ?	<input type="checkbox"/> Oui, la procédure me concerne personnellement <input type="checkbox"/> Oui, la procédure concerne une entité à laquelle je suis ou ai été associé(e) <input type="checkbox"/> Non

⁸ Tous les antécédents judiciaires doivent être mentionnés, quel que soit le temps écoulé depuis les faits sous-jacents. Les extraits de casier judiciaire qui ont été supprimés du casier judiciaire, par exemple en raison d'une réhabilitation, doivent également être répertoriés.

⁹ Les exemples de procédures civiles ou administratives incluent les procédures dans les domaines suivants : de la banque, de l'assurance, des services d'investissement, des marchés des titres, des instruments de paiement, du blanchiment de capitaux, des retraites, de la gestion d'actifs ou dans tout secteur financier réglementé et comprennent tout avis officiel d'enquête ou de mise en accusation, de mesure disciplinaire en cours ou de procédure en cours de faillite, d'insolvabilité ou de procédure similaire en cours, ou de violation du droit de la concurrence. Dans tous les cas, les informations concernant les procédures administratives ou civiles doivent inclure les procédures portant sur les cinq critères d'honorabilité, de connaissances, de compétences et d'expérience, conformément au manuel pour l'évaluation de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle de la BNB. Pour plus d'informations sur ce qui doit être considéré comme pertinent, veuillez vous référer au manuel pour l'évaluation de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle de la BNB.

Si les actes répréhensibles présumés, la procédure, l'enquête ou les sanctions vous concernent directement :

i. Précisez dans quelles circonstances et pour quelles raisons vous êtes concerné(e) directement.

Texte libre

ii. Décrivez les mesures que vous avez prises pour prévenir les actes répréhensibles et/ou éviter qu'ils soient commis.

Texte libre

iii. Qu'auriez-vous pu faire de plus pour éviter que ces actes répréhensibles présumés soient commis et avez-vous tiré des enseignements de ce qu'il s'est passé ?

Texte libre

Si les actes répréhensibles présumés, la procédure, l'enquête ou les sanctions concernent des entités dans lesquelles vous occupez ou avez occupé des fonctions :

i. Précisez le nom de l'entité concernée.

Texte libre

ii. Précisez votre rôle au sein de l'entité et indiquez si vous êtes ou étiez à la tête d'un service ou d'une ligne métier concerné(e) par la procédure (y compris par les sanctions ou les mesures imposées).

Texte libre

iii. Étiez-vous membre de l'organe de direction, titulaire d'une fonction de contrôle indépendante ou cadre supérieur(e) lorsque les actes répréhensibles présumés ont été commis ?

Texte libre

iv. Dans le cadre de vos fonctions au sein de l'entité, qu'avez-vous fait pour prévenir les actes répréhensibles présumés et/ou éviter qu'ils soient commis ?

Texte libre

v. Qu'auriez-vous pu faire de plus pour éviter que ces actes répréhensibles présumés soient commis et avez-vous tiré des enseignements de ce qu'il s'est passé ?

Texte libre

Date et/ou période de déroulement des actes répréhensibles présumés

(YYYY-MM)

Date de la décision, du jugement ou des conclusions (le cas échéant)

(YYYY-MM-DD)

Résumé du raisonnement sous-tendant la décision, le jugement ou les conclusions

Texte libre

Sanction ou peine reçue (ou probable en cas de condamnation si les procédures sont en cours)

Texte libre

Précisez l'éventail des sanctions (à savoir la sanction la moins sévère et la section la plus sévère) qui pourraient ou auraient pu être infligées.

Texte libre

La procédure a-t-elle abouti à un règlement (y compris au moyen d'un règlement extrajudiciaire) ?

Oui

Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails (notamment les parties au règlement, la date, les montants convenus lors du règlement et toute autre information pertinente).

Texte libre

Veillez fournir des détails sur votre conduite ultérieure, notamment les enseignements tirés et les mesures correctrices prises.

Texte libre

Décrivez tout autre facteur atténuant ou aggravant tel que la réhabilitation ou la récidive.

Texte libre

Les procédures mentionnées ci-dessus ont-elles donné lieu à des récupérations de rémunération ?

Oui

Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

B

Faites-vous ou avez-vous personnellement fait l'objet de mesures disciplinaires¹⁰ (y compris d'une exclusion d'une fonction de membre de l'organe de direction ou d'un renvoi d'un poste de confiance) ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

i. Motif de la mesure disciplinaire

Texte libre

ii. Date ou période de déroulement des actes répréhensibles présumés

Texte libre

iii. Avez-vous déposé un recours contre la mesure disciplinaire ?

Texte libre

iv. Le cas échéant, veuillez fournir les coordonnées de l'entité impliquée dans la prise des mesures.

Texte libre

v. Facteurs atténuants ou aggravants éventuels

Texte libre

C

Faites-vous ou avez-vous fait l'objet d'une procédure de faillite ou d'insolvabilité ou d'une procédure similaire ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

i. Temps écoulé depuis la date de la décision (le cas échéant)

Texte libre

ii. Statut et conclusion (le cas échéant) de la procédure (si elle a été menée à terme, veuillez préciser si elle a conclu à une faute intentionnelle ou à une négligence)

Texte libre

iii. Mesures de précaution ou de saisie

Texte libre

iv. Qui a déclenché la procédure (vous-même ou l'entité concernée) ?

Texte libre

v. Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur l'entité impliquée dans la procédure.

Texte libre

vi. Détails concernant le rôle que vous avez joué, en particulier si vous avez été déclaré(e) responsable de l'insolvabilité de l'entité

Texte libre

vii. Facteurs atténuants ou aggravants éventuels

Texte libre

¹⁰ Notamment dans le contexte d'une activité professionnelle ou d'un emploi.

D

Un établissement financier dans lequel vous occupez ou avez occupé une fonction de direction, ou dont vous influencez ou avez influencé concrètement la gestion, de quelque manière que ce soit, a-t-il déjà fait l'objet d'un renflouement ou été soumis à une procédure de restructuration, de rétablissement ou de résolution ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

E

À votre connaissance, avez-vous déjà personnellement figuré sur une liste de débiteurs peu fiables, faites-vous l'objet d'une appréciation négative sur une liste établie par une agence de crédit reconnue ou avez-vous fait l'objet d'une mesure d'exécution pour une dette inscrite sur une liste de ce type ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

F

Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus, d'un retrait, d'une révocation, d'une suspension ou d'une annulation d'enregistrement, d'autorisation, d'adhésion ou de licence concernant l'exercice d'activités commerciales ou professionnelles ? Cette question porte également sur les évaluations d'aptitude antérieures réalisées par d'autres autorités compétentes (y compris à l'étranger¹¹)

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

G

En dehors des cas mentionnés par ailleurs dans vos réponses, avez-vous déjà été impliqué(e) directement ou indirectement dans une situation ayant suscité des préoccupations ou des soupçons quant à d'éventuelles activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

¹¹ L'expression « à l'étranger » couvre tout territoire qui se trouve en dehors de la Belgique.

H

Avez-vous déjà personnellement omis de déclarer toute information que l'autorité de surveillance aurait été en droit d'attendre ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

I

À compléter par l'entité soumise à la surveillance prudentielle : s'il (elle) a été répondu « Oui » à au moins une des questions ci-dessus, évaluez la réputation du (de la) candidat(e) en tenant compte des faits pertinents et en expliquant précisément pourquoi vous considérez qu'ils ne nuisent pas à l'aptitude du (de la) candidat(e).

Texte libre

5

Conflits d'intérêts

IMPORTANT : dans l'ensemble de la section 5, « vous » sous-entend « le (la) candidat(e) personnellement » mais inclut également ses proches (conjoint(e), partenaire enregistré(e), concubin(e), enfant, parent ou toute autre personne avec laquelle il (elle) partage son logement) ainsi que toute personne morale pour laquelle le (la) candidat(e) est ou a été membre de l'organe de direction ou actionnaire à un moment donné.

A

Entretenez-vous une relation personnelle avec :

- d'autres membres de l'organe de direction et/ou des titulaires de postes clés au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou de leurs filiales ?

- des actionnaires qualifiés de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou de leurs filiales ?

- des clients, des fournisseurs ou des concurrents de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou des filiales de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ?

Oui Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

B

Êtes-vous actuellement impliqué(e), que ce soit directement ou indirectement, dans des procédures judiciaires ou extrajudiciaires¹² engagées contre l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales ?

Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

i. Le contenu et le statut actuel de la procédure en question

Texte libre

ii. L'/les entité(s) concernée(s)

Texte libre

¹² Y compris les procédures extrajudiciaires de règlement des différends menées par des organes extrajudiciaires neutres, par exemple procédures de conciliation, de médiation et d'arbitrage, et des demandes extrajudiciaires.

C

<p>Entretenez-vous, personnellement ou en tant que membre de l'organe de direction, ou avez-vous entretenu au cours des deux dernières années une relation d'affaires, professionnelle¹³ ou commerciale avec :</p> <p>- l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales ?</p> <p>- des clients, des fournisseurs ou des concurrents de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou des filiales de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ?</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	---

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

Nom de l'entité	Principales activités de l'entité	Type de relation avec l'entité	Date(s) de début et (le cas échéant) de fin de la relation
Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre
Versements annuels effectués par le payeur (en milliers d'euros)	Versements annuels effectués par le payeur (en pourcentage de son revenu brut (consolidé))	Versements annuels reçus par le bénéficiaire (en pourcentage de son revenu brut (consolidé))	
Texte libre	Texte libre	Texte libre	

D

<p>Êtes-vous soumis(e) à une période d'attente (<i>cooling-off period</i>) (au titre d'un accord ou conformément à une législation) ?</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	--

¹³ En tant que titulaire d'un poste de cadre et/ou de cadre supérieur(e) par exemple.

E

Avez-vous des obligations financières envers l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales, dont le montant total est supérieur à 200 000 euros (hors hypothèques privées ¹⁴) ou avez-vous contracté des prêts, quelle qu'en soit la valeur, qui n'ont pas été négociés « aux conditions normales du marché » ou qui sont non performants ¹⁵ (y compris des hypothèques) ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
--	--

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

Nom du débiteur (s'il ne s'agit pas du (de la) candidat(e), précisez la relation entretenu(e) avec celui-ci (celle-ci))	Nom de l'entité	Nature de l'/des obligation(s) (par exemple : hypothèque(s), prêt(s) personnel(s), ligne(s) de crédit)	Montant de l'/des obligation(s) (veuillez préciser les montants octroyés et les montants prélevés) (en millions d'euros)	Garantie (le cas échéant) (type et montant)
Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre
Statut de l'/des obligation(s) (par exemple : performante(s), non performante(s))	Conditions de l'/des obligation(s)	Date de début de l'/des obligation(s)	Valeur de l'obligation, en pourcentage du total des prêts contractés par le débiteur	Valeur de l'obligation, en pourcentage du total des fonds propres éligibles ¹⁶ de l'entité soumise à la surveillance prudentielle
<input type="checkbox"/> Performante(s) <input type="checkbox"/> Non performante(s)	<input type="checkbox"/> Conditions du marché <input type="checkbox"/> Conditions normales du marché <input type="checkbox"/> Conditions spéciales <input type="checkbox"/> Couverte(s) par les conventions collectives <input type="checkbox"/> Contrats assortis de clauses normalisées appliquées ensemble et de manière régulière à un grand nombre de clients <input type="checkbox"/> Autre	(YYYY-MM)	Texte libre	Texte libre

¹⁴ Il n'est pas nécessaire de déclarer les hypothèques privées (performantes, négociées aux conditions normales du marché et conformes aux règles internes d'octroi de crédits), quelle qu'en soit la valeur, si elles ne sont pas de nature commerciale ou des investissements. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire de déclarer les prêts personnels (cartes de crédit, facilités de découvert et prêts automobiles, par exemple) octroyés au (à la) candidat(e) par l'entité (performants, négociés aux conditions normales du marché et conformes aux règles internes d'octroi de crédit) si leur montant total ne dépasse pas le seuil de 500 000 euros. Veuillez noter que ces prêts, hypothécaires ou non, doivent être déclarés s'ils sont, ou risquent de devenir, non performants, pour quelque raison que ce soit.

¹⁵ Ou faisant l'objet de mesures de restructuration.

¹⁶ Tels que définis dans le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012, JO L 176 du 27.6.2013, p. 1.

F

<p>Avez-vous une participation financière¹⁷ (en tant que propriétaire ou investisseur, par exemple) dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales ? - des clients, des fournisseurs ou des concurrents de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou des filiales de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ? 	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
--	--

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

Nom de l'entité	Principales activités de l'entité	Type de relation entre l'entité et l'entité soumise à la surveillance prudentielle	Date de début de la participation financière	Taille de la participation financière (en pourcentage du capital et des droits de vote de l'entité ou de la valeur de l'investissement)
Texte libre	Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM-DD)	Texte libre

G

<p>Représentez-vous, de quelque façon que ce soit, un actionnaire de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou de leurs filiales ?</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Sans objet
---	---

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

i. Nom de l'actionnaire

Texte libre

ii. Taille de la participation (en pourcentage du capital ou des droits de vote)

Texte libre

iii. Nature de la représentation

Texte libre

¹⁷ Il n'est pas nécessaire de déclarer les participations actuelles inférieures à 1 % ou tout autre investissement d'une valeur équivalente.

H

Occupez-vous ou avez-vous occupé personnellement un poste à forte influence politique (sur le plan international, national ou local) au cours des deux dernières années ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	--

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

i. Nature du poste

Texte libre

ii. Rôle et responsabilités propres au poste

Texte libre

iii. Lien entre ce poste (ou l'entité au sein de laquelle ce poste est ou a été occupé) et l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales

Texte libre

I

Avez-vous des relations et participations ou occupez-vous des postes qui n'ont pas été couvert(e)s dans les questions ci-dessus et qui pourraient nuire aux intérêts de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	--

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

i. Nature et teneur de la relation, du poste ou de la participation

Texte libre

ii. Date de début de la relation ou de la participation ou date d'entrée en fonction

Texte libre

iii. Influence éventuelle de la relation, du poste ou de la participation sur votre nomination

Texte libre

J

À compléter par l'entité soumise à la surveillance prudentielle : si vous avez répondu « Oui » à une ou plusieurs des questions ci-dessus, veuillez déterminer si l'éventuel conflit d'intérêts est significatif (si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer les raisons sous-tendant votre réponse) et indiquer quelles mesures vous entendez prendre pour l'atténuer ou le gérer.

Texte libre

A

Informations à fournir par l'entité soumise à la surveillance prudentielle : l'entité soumise à la surveillance prudentielle doit présenter son évaluation du temps que le (la) candidat(e) est censé(e) consacrer à l'exercice de ses fonctions.

En fournissant les informations ci-dessus, l'entité soumise à la surveillance prudentielle doit tenir compte des facteurs présentés dans le manuel pour l'évaluation de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle de la BNB.

Texte libre

B

Capacité à consacrer un temps suffisant à l'exercice des fonctions, telle qu'évaluée par le (la) candidat(e)

Texte libre

C

Une fonction non exécutive supplémentaire au sein de l'organe de direction a-t-elle été autorisée par une autorité compétente (article 62, paragraphe 7, de la loi bancaire) ?

- Oui
 Non
 Sans objet

Si « Oui », veuillez indiquer le nom de l'autorité compétente.

Texte libre

D

Liste des fonctions exécutives et non exécutives et des autres activités professionnelles					
	Entité (veuillez préciser si les entités sont cotées)	Pays	Description de l'activité de l'entité	Taille de l'entité ¹⁸ (en millions d'euros)	Fonction au sein de l'entité
Fonction couverte par le questionnaire	Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre	<input type="checkbox"/> Fonction exécutive <input type="checkbox"/> Fonction non exécutive <input type="checkbox"/> Fonction de contrôle <input type="checkbox"/> Poste de direction d'une succursale <input type="checkbox"/> Autres activités ¹⁹
Tous les autres postes de direction et/ou activités ²⁰					

	Décompte privilégié (Article 62 de la loi bancaire) ²¹ ou absence de décompte ²²	Responsabilités supplémentaires (telles que l'appartenance à des comités, les fonctions de présidence, etc.)	Temps consacré par an (en jours) ²³	Durée du mandat (dates de début et de fin)	Nombre de réunions par an ²⁴	Informations supplémentaires ou commentaires
Fonction couverte par le questionnaire	<input type="checkbox"/> Oui, au sein d'un groupe <input type="checkbox"/> Oui, au sein d'un système de protection institutionnel	Texte libre	Nombre	Texte libre	Nombre	Texte libre

¹⁸ Par exemple, données de fin d'année correspondant au total de l'actif pour les entités financières ou chiffre d'affaires total et présence internationale pour les autres entités.

¹⁹ Le terme « Autres activités » désigne les conférences, les activités caritatives, les postes qui ne sont pas des postes de direction, etc.

²⁰ Une ligne séparée doit être remplie pour chaque poste de direction ou autre activité.

²¹ Selon l'article 62, paragraphe 9, de la loi bancaire, l'exercice de plusieurs mandats d'administrateur dans des entreprises faisant partie du groupe dont fait partie l'établissement de crédit ou d'un autre groupe est considéré comme un seul mandat. Pour l'application de cet article, on entend par « groupe », l'ensemble des entreprises constitué par l'entreprise mère, ses filiales, les entreprises dans lesquelles l'entreprise mère ou ses filiales détiennent une participation directe ou indirecte au sens de l'article 3, 26°, de la loi bancaire, ainsi que les entreprises qui constituent un consortium et les entreprises contrôlées par ces dernières ou dans lesquelles elles détiennent une participation au sens de l'article 3, 26°, de la loi bancaire. Dès lors, selon cet article, la définition du groupe englobe, entre autres, tant les filiales que les participations qualifiées. Par conséquent, la loi bancaire ne requiert pas de compter (i) les mandats d'administrateur exercés au sein des entités qui appartiennent au groupe et (ii) les mandats d'administrateur exercés dans toutes les participations qualifiées du même groupe comme deux mandats (distincts).

²² Cela s'applique aux fonctions de direction au sein d'organisations qui ne poursuivent pas principalement des objectifs commerciaux ou aux postes de représentants d'un État membre.

²³ Veuillez prendre en compte le temps nécessaire pour assister aux réunions de l'organe de direction, les responsabilités supplémentaires, telles que, entre autres, l'appartenance à des comités, la formation, le temps nécessaire à la préparation et au suivi des réunions, le temps éventuel prévu en vue d'une crise éventuelle, etc.

²⁴ Réunions de l'organe de direction et des comités et toutes les autres réunions auxquelles le (la) candidat(e) assistera en lien avec son poste.

	<input type="checkbox"/> Oui, participation qualifiée <input type="checkbox"/> Non, ne fait pas partie d'un groupe, d'un système de protection institutionnel ou d'un établissement détenant une participation qualifiée <input type="checkbox"/> Pas de décompte <input type="checkbox"/> Sans objet					
Tous les autres postes de direction et/ou activités ²⁵						

E

Nombre total de fonctions exécutives (si le décompte privilégié s'applique et si les exceptions ne sont pas prises en compte)	Texte libre
---	-------------

F

Nombre total de fonctions non exécutives (si le décompte privilégié s'applique et si les exceptions ne sont pas prises en compte)	Texte libre
---	-------------

G

<p>Si le décompte privilégié s'applique, veuillez donner des détails sur toute synergie éventuelle existant entre les entreprises concernées, par exemple l'existence de chevauchements légitimes en termes de temps consacré au sein de ces entreprises.</p> <p>Sans objet / Texte libre</p>

²⁵ Une ligne séparée doit être remplie pour chaque poste de direction ou autre activité.

H

Nombre total de jours consacrés par an à l'ensemble des fonctions de direction d'un niveau supérieur à celui de la fonction faisant l'objet de la demande ²⁶

Texte libre

²⁶ Ne prenez pas en compte le temps consacré à la fonction au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle dont fait l'objet le questionnaire (ce temps a déjà été déclaré dans la première ligne (A)).

7

Aptitude collective

À compléter par l'entité soumise à la surveillance prudentielle si le (la) candidat(e) est désigné(e) membre de l'organe de direction.

A

L'entité soumise à la surveillance prudentielle doit-elle respecter des exigences nationales²⁷ en matière de diversité des genres ?

- Oui
 Non

Si « Oui », l'entité soumise à la surveillance prudentielle respecte-t-elle les exigences nationales en matière de diversité des genres avec cette nomination ?

- Oui
 Non

B

Avec cette nomination, l'entité soumise à la surveillance prudentielle atteint-elle ses objectifs ou respecte-t-elle ses règles internes en matière de diversité des genres au sein de l'organe de direction ?

- Oui
 Non
 Absence d'objectifs ou de règles internes

C

Avec cette nomination, l'entité soumise à la surveillance prudentielle respecte-t-elle ses autres principes internes en matière de diversité ?

- Oui
 Non
 Sans objet / absence de principes internes

D

Veuillez décrire la contribution du (de la) candidat(e) à l'aptitude collective de l'organe de direction. Par ailleurs, expliquez en termes généraux les faiblesses qui ont été repérées dans la composition d'ensemble de l'organe de direction et la manière dont la nomination du (de la) candidat(e) contribue à remédier à tout ou partie de ces faiblesses.

Texte libre

²⁷ Article 31 de la loi bancaire et, le cas échéant, article 7:86 du Code belge des sociétés et des associations.

E

Liste des membres de l'organe de direction (le cas échéant)

Prénom, nom	Fonction(s) (voir la liste des fonctions fournie au point 2)	Date de nomination ou de renouvellement	Compétences et principaux domaines d'expertise ou formations suivies (marchés bancaires et marchés financiers ; exigences juridiques et cadre réglementaire ; lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; planification stratégique, stratégie d'entreprise ou du plan d'entreprise de l'établissement et de leur mise en œuvre ; gestion des risques (détection, évaluation, suivi, contrôle et atténuation des principaux types de risques auxquels un établissement de crédit est exposé) ; risques liés au climat et à l'environnement ; comptabilité et audit ; gouvernance et contrôle interne ; interprétation des informations financières d'un établissement de crédit, identification des principaux problèmes sur la base de ces informations et contrôles et mesures appropriés ; technologies de l'information et sécurité informatique ; ressources humaines ; autre)
Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM-DD)	Texte libre

A

Toute autre information jugée utile par le (la) candidat(e) ou l'entité soumise à la surveillance prudentielle aux fins de l'évaluation doit être ajoutée ici

Texte libre

B

Veillez joindre (le cas échéant) les documents suivants

- une copie de la carte d'identité ou du passeport
- un CV
- un extrait de casier judiciaire, modèle 596 – 1, sous-catégorie 14 (délivré moins de trois mois avant la date d'introduction du présent questionnaire) – Dans le cas de conglomérats ou de compagnies financières mixtes, la sous-catégorie 6 est également acceptée.
- un profil de fonction
- un organigramme (situation avant et après la nomination envisagée)
- un aperçu de la composition de l'organe légal d'administration (selon le modèle annexé à ce questionnaire)
- les procès-verbaux du comité de nomination (version préliminaire si la version finale n'est pas disponible) ou tous les autres procès-verbaux relatifs à la nomination et/ou autres documents relatifs aux évaluations d'aptitude menées au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle
- les rapports d'aptitude (individuel et collectif si les missions sont accomplies par un organe collégial)
- (le cas échéant, voir le règlement de la BNB du 6 février 2018 approuvé par arrêté royal du 15 avril 2018) pour un responsable de la fonction de compliance : (i) certificat attestant que le (la) candidat(e) a réussi un examen auprès d'une institution dont les examens sont reconnus par la FSMA et la BNB ; (ii) les certificats attestant de la participation à des programmes de formation auprès d'institutions de formation reconnues par la FSMA, sur avis de la BNB.

Veillez rendre votre numéro de registre national illisible sur tout document que vous soumettez à la BNB. En Belgique, le numéro de registre national se trouve, entre autres, au verso de la carte d'identité et sur l'extrait de casier judiciaire.

Déclaration de confidentialité pour le *fit & proper*

Lorsque vous soumettez le questionnaire dûment complété, vous attestez que vous avez lu et acceptez la déclaration de confidentialité de la BNB reproduite ci-dessous.

Déclaration de protection de la vie privée de la BNB concernant le traitement des données à caractère personnel relatives aux évaluations de l'expertise et de l'honorabilité dans le cadre du contrôle des établissements financiers

1 Cadre juridique de protection des données applicable à la Banque nationale de Belgique

Le traitement des données à caractère personnel par la Banque nationale de Belgique (BNB) tombe dans le champ d'application du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données – RGPD).

2 La BNB en tant que responsable du traitement procédant à un traitement de données à caractère personnel

La BNB est le responsable des opérations de traitement des données à caractère personnel dans le cadre du contrôle des établissements financiers²⁸.

3 Objets du traitement des données à caractère personnel de la BNB

Les données à caractère personnel sont collectées et traitées afin d'évaluer si les personnes responsables de la gestion ou d'une fonction de contrôle indépendante satisfont aux exigences d'expertise et d'honorabilité, c'est-à-dire si elles disposent des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à l'exercice de leurs attributions et font preuve d'une honorabilité suffisante.

4 Licéité des opérations de traitement des données de la BNB

Le traitement des données à caractère personnel aux fins susmentionnées est nécessaire au sens de l'article 6, paragraphe 1, points c) et e), du RGPD, en conjonction avec l'article 12bis de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, avec les lois particulières régissant le contrôle des établissements financiers et avec les règles européennes relatives au mécanisme de surveillance unique.

En particulier, la BNB doit veiller au respect de la réglementation applicable qui impose aux établissements financiers des exigences en vertu desquelles ceux-ci devront disposer de dispositifs solides en matière de gouvernance, y compris les exigences d'expertise et d'honorabilité nécessaires à l'exercice des fonctions des personnes chargées de la gestion des établissements financiers ou des fonctions de contrôle indépendantes.

Par ailleurs, les personnes chargées de la gestion ou d'une fonction de contrôle indépendante au sein de l'établissement financier sont tenues de disposer en permanence de l'honorabilité et des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à l'exercice de leurs attributions.

Pour garantir qu'il soit à tout moment satisfait aux exigences d'honorabilité, de compétences et d'expérience, la BNB peut prendre l'initiative d'une nouvelle évaluation

²⁸ Au sens du point (7) de l'article 4 du RGPD.

basée sur de nouveaux faits ou points si elle prend connaissance de nouveaux faits pouvant avoir une incidence sur l'évaluation initiale de la personne chargée de la gestion ou d'une fonction de contrôle indépendante.

5 Catégories de données à caractère personnel traitées par la BNB

Les données suivantes à caractère personnel sont traitées au regard des évaluations de l'expertise et de l'honorabilité :

- a) Les données à caractère personnel fournies par le(a) candidat(e) (par écrit ou au cours d'entretiens) qui portent sur :
 - les données personnelles**, comme le nom complet, le numéro de carte d'identité ou de passeport, la nationalité ;
 - les coordonnées**, comme l'adresse physique, l'adresse électronique, le numéro de téléphone ;
 - les connaissances, les compétences et l'expérience**, comme les informations relatives à l'expérience professionnelle pratique acquise auprès de ses employeurs précédents et à l'expérience théorique (connaissances et compétences) acquises au cours des études et des formations ;
 - la réputation**, comme le casier judiciaire ;
 - les conflits d'intérêts**, comme toute relation personnelle étroite avec un membre d'un organe légal d'administration, toute opération commerciale privée importante avec l'entité soumise à la surveillance prudentielle, les situations d'influence politique significative, etc. ;
 - le temps consacré**, comme d'autres engagements ou circonstances professionnelles ou privées (par exemple, l'implication dans une affaire judiciaire) ;
 - l'expertise collective de l'organe légal d'administration**, comme la valeur ajoutée d'un candidat par rapport à la composition de la direction.
- b) les données à caractère personnel dont l'autorité compétente a eu connaissance par d'autres moyens (par exemple, les médias) ;
- c) les données à caractère personnel qui ne concernent pas le(a) candidat(e), mais des tiers ;
- d) tout commentaire effectué par les membres du personnel de la BCE et/ou de la BNB portant sur la prestation du(de la) candidat(e) dans le cadre de la procédure relative à l'honorabilité et à l'expertise (par exemple, des commentaires reflétant l'avis ou l'évaluation de l'examineur sur la prestation individuelle du/de la candidat(e), en particulier en ce qui concerne leurs connaissances et leurs compétences dans le domaine concerné).

6 Accès aux données à caractère personnel collectées et traitées par la BNB

Aux fins énoncées à la section 3, l'accès aux données à caractère personnel peut être accordé aux personnes suivantes :

- au personnel et aux membres du Comité de direction de la BNB ;
- au personnel BCE des équipes de surveillance prudentielle conjointes (direction générale surveillance microprudentielle I ou II de la BCE) ;
- à des membres du personnel désignés de la direction générale Surveillance microprudentielle III, de la direction générale Secrétariat du conseil de surveillance microprudentielle et de la division Agréments de la direction générale du conseil de surveillance prudentielle de la BCE ;
- aux membres du conseil de surveillance prudentielle et du Conseil des gouverneurs de la BCE ;
- à d'autres membres du personnel désignés de la BCE formulant des avis et des conseils dans le cadre des évaluations de l'expertise et de l'honorabilité, comme le personnel de la direction générale Affaires juridiques ;
- à des experts externes et des contractants œuvrant au nom de la BNB ou de la BCE qui formulent des avis et des conseils dans le cadre des évaluations de l'expertise et de l'honorabilité, comme les conseillers juridiques externes ;
- à un nombre limité de membres du personnel d'autres institutions, organes, agences, autorités de surveillance et autorités nationales de l'Union (par

- exemple, procureurs en matière pénale, autorités chargées de la prévention du blanchiment de capitaux) ;
- à des tiers auxquels les données personnelles doivent être transmises conformément à une disposition légale.

7 Transferts de données à caractère personnel vers des pays tiers

Dans le cadre de la coopération prudentielle avec des autorités en dehors de l'Espace économique européen (EEE), vos données à caractère personnel peuvent être transférées en dehors de l'EEE à la demande de l'autorité d'un pays tiers. En l'absence d'une décision d'adéquation, des données à caractère personnel ne peuvent être transférées en dehors de l'EEE que si des garanties appropriées sont mises en place, telles qu'énoncées à l'article 46 du RGPD. Dans des cas exceptionnels, des transferts internationaux de données à caractère personnel peuvent également être instaurés sur la base de la dérogation prévue par l'article 49 du RGPD.

8 Délai de conservation

Sauf disposition contraire de la loi, les données à caractère personnel sont conservées selon les modalités suivantes :

- durant vingt ans à partir de la date de la requête de retrait de la demande avant qu'une décision officielle soit prise ;
- durant vingt ans à partir de la date à laquelle une décision négative est prise ;
- durant vingt ans à partir de la date à laquelle prend fin le mandat des personnes concernées au sein des organes d'administration ou des fonctions de contrôle indépendantes de l'entité soumise à la surveillance prudentielle en cas de décision positive ;
- durant vingt ans à partir de la date de la décision la plus récente en cas de réévaluation fondée sur des faits nouveaux.

Si des procédures administratives ou des poursuites judiciaires sont engagées, le délai de conservation est prolongé et prend fin un an après qu'elles ont débouché sur un arrêt ayant force de chose jugée.

9 Droits de la personne intéressée

Toute personne dont les données font l'objet d'un traitement a le droit, pour autant que les conditions prévues par les lois et règlements applicables en la matière soient remplies :

- (1) d'avoir accès à ces données et, le cas échéant, de les rectifier ;
- (2) de s'opposer à un tel traitement pour des motifs tenant à sa situation particulière ;
- (3) d'obtenir l'effacement de ces données ou la limitation du traitement de ces données.

10 Informations de contact en cas de questions et de demandes

Pour toute question relative aux données à caractère personnel ou pour l'exercice de vos droits, vous pouvez prendre contact avec le délégué à la protection des données de la BNB en envoyant un courriel à l'adresse dataprotection@nbb.be.

11 Plainte auprès de l'Autorité de protection des données

Si vous estimez que vos droits découlant du RGPD ont été violés dans le cadre du traitement de vos données à caractère personnel, vous avez le droit d'introduire à tout moment une plainte auprès de l'Autorité de protection des données.

12 Modifications apportées à la présente déclaration de confidentialité

La présente déclaration de confidentialité peut être modifiée pour prendre en compte toute nouvelle évolution juridique.

Date de révision : 08.11.2019